



Éditorial

Défaire nos idées toutes faites sur l'anarchie

« Y'en a pas un sur cent et pourtant ils existent », chantait Léo Ferré au sujet des anarchistes desquels il se revendiquait par ailleurs. Et, de sa voix et sa verve si particulières, les décrivait-il notamment comme « La plupart fils de rien ou bien fils de si peu / Qu'on ne les voit jamais que lorsqu'on a peur d'eux ». Mais qui sont-ils, ces fameux anarchistes qu'on évoque de temps à autre, le plus souvent de façon péjorative et, de fait, anxiogène ? Qu'est-ce donc finalement que l'anarchie ?

Dans le précédent numéro, Maite Molina Mármol nous entretenait déjà du « rêve égalitaire » soutenu dans les années trente par des mouvements anarchistes espagnols, en particulier catalans, et qui consistait dans la mise en œuvre concrète d'un nouveau projet de société, suscitant notamment l'admiration de George Orwell, présent à Barcelone en 1936. Celui-ci écrivit : « C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. À peu près tous les immeubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers et sur tous flottaient des drapeaux rouges ou les drapeaux rouge et noir des anarchistes (...). Tout magasin, tout café portait une inscription vous informant de sa collectivisation (...). Il n'y avait pas d'automobiles privées : elles avaient été réquisitionnées ; et tous les trams, taxis et bon nombre d'autres véhicules étaient peints en rouge et noir. (...) Et le plus étrange de tout, c'était l'aspect de la foule. À en croire les apparences, dans cette ville les classes riches n'existaient plus. (...) (A)utant qu'on en pouvait juger, les gens étaient contents, emplis d'espoir¹. »

Cependant, Orwell décrivait là une situation qui avait déjà disparu au moment où il rédigeait. Le rêve fut éphémère à Barcelone et une réaction à son encontre s'observa bien avant la fin de la guerre civile, en particulier lors des fameuses « Journées de mai » en 1937 qui menèrent à la répression, au sein du camp républicain, des courants les plus révolutionnaires tels que la CNT (anarchiste) et le POUM (marxiste). Cet épisode est significatif d'une tendance historique lourde quant à l'anarchie : souvent accusé de violence, ce mouvement en a surtout été victime, en tout temps et en tout lieu, de la Catalogne des années trente à l'Ukraine de Makbno en 1920, en passant par le massacre de Haymarket Square en 1886 à Chicago ou, dans les années vingt, l'affaire Sacco et Vanzetti, également aux États-Unis.

Comment expliquer une telle hostilité ? Dans son remarquable ouvrage pédagogique *L'anarchie expliquée à mon père*, l'universitaire québécois Francis Dupuis-Déri (cité dans l'article d'Oliver Starquit ci-contre) propose une analyse audacieuse en rappelant qu'au XIX^e siècle, « anarchie » et « démocratie » étaient presque synonymes et équivalents dans la détestation qu'ils suscitaient. Ainsi explique-t-il à son père : « Aux États-Unis comme en France, les premiers à se réclamer de la démocratie et à se dire démocrates sont des égalitaristes qui rêvent d'abolir les distinctions entre riches et pauvres, entre gouvernants et gouvernés². » Il poursuit : « Le problème avec la démocratie, selon ses détracteurs, (...) c'est qu'elle est un régime irrationnel et chaotique, voire violent. Pourquoi ? Parce que c'est un régime contrôlé par les pauvres. (...) D'où l'idée du chaos et de la violence, d'où l'idée que la démocratie, c'est l'anarchie car plus personne ne respecte l'autorité légitime ni le juste ordonnancement des places et fonctions dans la société. Pour l'élite, il s'agit bien entendu d'un scandale³. » Et il conclut sur l'anarchie : « (...) aujourd'hui, c'est le mot qui remplace « démocratie » pour faire peur, pour effrayer l'opinion publique et pour critiquer les initiatives populaires⁴. »

De ce point de vue, l'hostilité à l'égard de l'anarchie cacherait en réalité une hostilité à l'égard de la démocratie. Une démocratie cependant entendue comme directe, où chacun peut se rassembler et participer à l'agora, où les décisions sont prises en concertation et à l'unanimité, selon un principe d'horizontalité absolu qui implique qu'un vrai débat ait lieu, reposant sur une stricte égalité d'accès à la parole pour tous, une écoute attentive et une capacité de proposition. De la politique, en somme.

Voici résumé, en quelques grands traits, le projet anarchiste, auquel il conviendrait d'ajouter, d'une part, qu'il ne s'entend que par la libre adhésion de chacun et, d'autre part, qu'il est considéré comme légitime à défendre coûte que coûte. Et, de fait, comme le rappelait Ferré, les anarchistes, « faudrait pas oublier que ça descend dans la rue » !

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

¹ George ORWELL, *Hommage à la Catalogne*, Paris, 10/18, 2000 [1936-1937], pp. 13-14.
² Thomas DÉRI et Francis DUPUIS-DÉRI, *L'anarchie expliquée à mon père*, Montréal, Lux, 2014, pp. 13-14.
³ Idem, p. 12.
⁴ Idem, p. 15.

Anarchie
et
démocratie
horizontale



(cc) philosophygeek

Le vol ou l'envol de la démocratie ?

Par Oliver Starquit

« Démocratie a jadis été un mot du peuple, un mot critique, révolutionnaire. Il a été volé par ceux qui gouvernent le peuple, pour accroître la légitimité de leur domination. Il est temps de le revendiquer et de lui réinsuffler son pouvoir radical. »

C. Douglass Lummis¹

Dans *Démocratie, histoire politique d'un mot* et dans *La peur du peuple, agoraphobie et agoraphilie politiques*², Francis Dupuis-Déri revient sur les tribulations du mot démocratie au fil des siècles et évoque clairement, tel un détective, la piste d'un larcin lexical : au XVIII^e siècle, le mot démocratie sentait le souffre et pour le démonétiser, les gouvernants ont installé, à la suite de la Révolution américaine et de la Révolution française une aristocratie élective à laquelle on a affublé le terme démocratie, partant du principe que « les individus et les forces politiques choisissent des termes et les définissent en fonction de leur efficacité présumée dans un débat politique³ ».

Et pour promouvoir cette aristocratie élective et en vanter les bienfaits, il a fallu insuffler une dose d'agoraphobie au peuple pour le disqualifier : « si

l'élite parvient à insuffler une dose d'agoraphobie au peuple lui-même, celui-ci aura alors peur de son propre potentiel politique, sa propre liberté politique lui apparaissant comme une menace, un fléau⁴ ». Cette agoraphobie politique primaire repose sur trois principaux arguments : « le peuple serait irrationnel et donc emporté par les passions, il serait aisément manipulable par les beaux parleurs et il se diviserait en factions radicalement opposées⁵ » (les mêmes moisissures argumentatives pourraient être adressées aux élites). Il est par ailleurs intéressant et néanmoins troublant de constater que les termes d'élection et d'élite ont la même étymologie. Et c'est ainsi que le jeu électoral va constamment être mu par une « logique monarchique et aristocratique dont la finalité reste la victoire d'un monarque (élu) et d'une aristocratie (élue)⁶ ».

> suite p.6

Au-delà du capitalisme : voyage au sein des communs (3^e partie)

Par Jérôme Delnooz

Sortir de notre système politique et économique où règnent la propriété privée et la quête effrénée du profit pour « quelques-uns », tout en transformant les relations sociales qui en découlent et nous touchent tous.

Voilà à présent trois numéros d'*Aide-mémoire* que nous nous penchons sur le modèle des biens communs comme piste pour impulser ce changement. Il sera surtout question dans ce dernier article des alliances à nouer et des leviers à activer pour le mettre en œuvre.

Comme nous l'avons vu, outre leur grande méfiance envers le marché dérégulé, une des volontés des « commoneurs » est d'obtenir davantage d'autono-

mie par rapport à la sphère politique institutionnelle (État, partis, etc.). Symptomatique d'une crise de confiance et d'indignation (légitime) envers celle-ci, la défiance se doit toutefois d'être critique, mais aussi mobilisatrice et constructive. Selon nous, il est important que différents types de liens soient maintenus avec les pouvoirs publics, même de manière momentanée, proportionnelle et surtout... conditionnée. Et ce pour plusieurs raisons stratégiques.

> suite p.6



« Sans doute serait-il impossible de compter combien de livres dans le monde ont été écrits sur la guerre... Tout ce que nous savons cependant, de la guerre, nous a été conté par des hommes. Nous sommes prisonniers d'images "masculines" et de sensations "masculines" de la guerre ».

Extrait du journal de Svetlana Alexievitch 1978-1985 dans *La guerre n'a pas un visage de femme*

Elle s'appelait Marie-Louise Jacques... mais au sein de la Résistance, son nom était « Rose ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a enfourché son vélo et a parcouru les routes de son village de Tintigny et alentours pour faire passer des armes, des faux-papiers et de l'argent à destination des maquisards et leurs familles. Pendant des décennies après la guerre elle n'a rien dit, ou si peu.

Elles s'appellent Françoise Einsweiler, Mireille Fafra et Edmée Garant mais en tant que comédiennes, elles se font appeler « Les Insoumises ». Leurs mères ont aussi vécu la guerre et résisté mais elles n'ont rien dit, ou si peu.

En 2015, elles se sont toutes les quatre réunies pour enfin parler. L'objectif de Françoise, Mireille et Edmée était clair : mettre en lumière les histoires de toutes ces femmes « trop peu connues, trop peu reconnues ».

D'autres rencontres ont eu lieu, avec d'autres femmes résistantes ou leurs familles, et de ces échanges est né un spectacle : « De l'ombre à la lumière ». « Les Résistantes de chez nous en 40-45, sœurs des résistantes du monde entier, elles éclairent aujourd'hui notre chemin ainsi que celui de celles qui viendront après nous. Pourquoi s'engager ? Pourquoi résister ? Pourquoi témoigner ? »

Récompensé en 2017 par le prix « Passeurs de mémoire » décerné par le Parlement de Wallonie (membre du réseau Territoires de Mémoire), ce spectacle ravive des souvenirs, donne à réfléchir à nos actions au présent mais questionne aussi la place des femmes dans nos sociétés, hier comme aujourd'hui.

Hommage à Pieter-Paul Baeten

Les Territoires de la Mémoire tiennent à faire part de leur tristesse suite à l'annonce du décès de Pieter-Paul Baeten, président du Groupe Mémoire, décédé ce 20 novembre.

Entré en résistance à 16 ans pendant l'occupation nazie, il fut arrêté et déporté comme prisonnier politique et termina dans le camp de Dora-Mittelbau. Après la guerre, il prit à cœur son rôle de témoin et il s'engagea en faveur d'un travail de mémoire permanent, particulièrement auprès des générations futures. Il reçut d'ailleurs en 2013 le titre de Passeur de Mémoire par le Parlement de Wallonie. Encore récemment, il participait à un voyage pour la Mémoire vers les camps de Buchenwald et Dora-Mittelbau où son témoignage marqua chacun des participants.

Les Territoires de la Mémoire présentent à la famille de Paul et à ses proches des condoléances sincères et empreintes d'une grande tristesse. Qu'ils soient assurés que son action ne sera pas oubliée.

Voyage annuel 2018 : Prague, Theresienstadt & Flossenbürg, du 27 au 30 septembre 2018

Les Territoires de la Mémoire accompagnent des groupes sur les lieux où la barbarie nazie s'est exprimée. L'association propose un encadrement thématique et pédagogique lors des journées et des voyages pour la Mémoire. Cette approche vise la construction d'une société démocratique et solidaire en s'appuyant sur l'Histoire. Afin d'ouvrir cette expérience au plus grand nombre, elle accompagne chaque année un voyage d'étude ouvert aux particuliers.

Découvrez Prague et ses alentours lors d'un voyage accompagné par les Territoires de la Mémoire. Vous aborderez la Shoah par la visite du quartier Josefa et la visite du camp de concentration de Theresienstadt, présenté alors par les Nazis comme une colonie modèle pour les Juifs déportés. Prolongez votre réflexion autour du système concentrationnaire en découvrant le camp de Flossenbürg en Allemagne. Et souvenez-vous de l'opération « Anthropoid », cet attentat contre « le boucher » Reinhard Heydrich, la fuite des résistants dans la ville, leur refuge dans la crypte de l'église Ste Cyrille et Methode et les représailles des Nazis contre les villages de Lidice et Lezaky.

Infos pratiques et programme

sur le site des Territoires de la Mémoire :

<http://www.territoires-memoire.be/education/voyages/voyage-annuel>.

Contact : Cédric Boonen,

04 250 99 41, voyages@territoires-memoire.be.



Camp de Theresienstadt



Bosnie-Herzégovine : une mémoire à vif

Par Julie Ricard

Cet automne 2017, les Territoires de la Mémoire ont participé à un voyage d'étude en Bosnie-Herzégovine organisé par le *War Heritage Institute* (WHI) et la *Kazerne Dossin*, avec le soutien de *Memory Lab*, une plateforme d'échange transeuropéenne pour l'histoire et la mémoire.

Lors de ce voyage, des représentant-e-s du champ de l'éducation à la mémoire en Belgique et des enseignant-e-s ont été à la rencontre de leurs homologues, de militant-e-s et de témoins à Sarajevo, Srebrenica et Prijedor.

Le but de cette initiative était de mieux appréhender ce conflit récent et de découvrir la manière dont la mémoire est transmise sur place et à quelles fins, et ce dans une logique d'échange continue.

Loin de toute romantisation ou de mise à distance entre un « eux » (les habitant-e-s de Bosnie-Herzégovine) et un « nous » (Belges, habitants d'Europe de l'Ouest), la situation actuelle en Bosnie-Herzégovine nous rappelle, s'il le fallait encore, la façon dont la guerre impacte les individus et toute organisation sociale.

De gauche à droite et de haut en bas : Mémorial des victimes de Srebrenica. Exposition « Quest for identity » de Ziyah Gafi ; Affiches dans un des couloirs de Kvar, Maison de jeunes située à Prijedor ; Cimetière à Srebrenica. Environ 6000 sépultures pour les victimes identifiées ; Graffiti à Srebrenica, dans un des anciens bâtiments occupés par les Casques bleus hollandais.



Défaites vos idées toutes faites sur l'anarchisme

Entretien avec Renaud Garcia

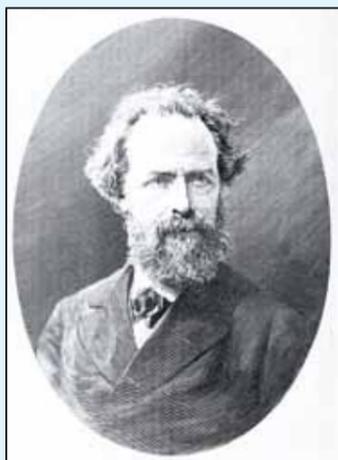
Professeur de philosophie en lycée, spécialiste de Kropotkine et membre du collectif de rédaction de la revue *Réfractations, recherches et expressions anarchistes*



Paroles de Léo Ferré

Gaëlle Henrard : Bien qu'il existe une pluralité dans l'anarchisme, pourriez-vous tracer quelques grandes lignes (une sorte de socle incontournable) pour reposer les idées de base de l'anarchisme et de sa pratique concrète ?

Renaud Garcia : On pourrait brosser un panorama des différents courants de l'anarchisme tels qu'ils se sont manifestés depuis 1872, à partir d'un conflit dans la 1^{ère} Internationale entre tendance « autoritaire » (incarnée par Marx) et tendance « libertaire » (incarnée par Bakounine). On exposerait de multiples différences, selon que les courants en question mettent l'accent sur l'individu ou la communauté, les vertus de l'insurrection, de l'organisation syndicale ou de l'éducation libertaire, selon qu'ils placent en première ligne l'approche féministe, écologique, etc. Tout cela serait instructif, mais à mes yeux, avant d'être un ensemble d'idées, de courants voire de « théories », l'anarchisme est quelque chose que l'on fait. Il est donc intimement lié à la pratique, et toutes les conceptualisations dont il peut être l'occasion devraient affermir, au bout du compte, des façons de vivre à contretemps de l'époque.

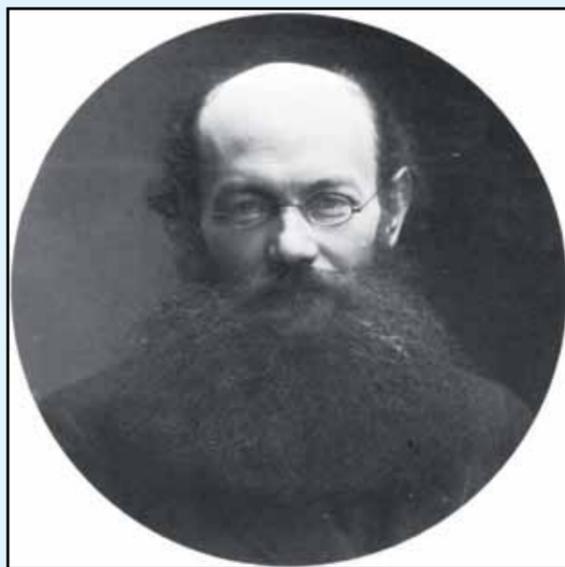


Jacques-Élisée Reclus

En guise d'initiation, je dirais qu'en son fond, il tient tout entier dans la double exigence de ne pas accumuler de pouvoir sur les autres et de refuser de se soumettre à un pouvoir que l'on considère injustifié. Intellectuellement, cela se manifeste par une tournure d'esprit sceptique, cherchant sans relâche à analyser et soumettre à la critique les relations d'autorité, les rap-

ports hiérarchiques ou les formes institutionnelles de sorte qu'ils fassent la preuve de leur légitimité. Sur un plan éthique, cela se traduit par une vigilance constante à l'égard de soi-même (qui à mon sens s'accompagne indissolublement de dérision et d'humour), ainsi que par le refus de parvenir - expression forgée au début du XX^e siècle, en France par Albert Thierry, un jeune enseignant proche du syndicalisme révolutionnaire, qui choisit après ses brillantes études de rester enseignant en primaire par fidélité à son ascendance ouvrière. Cela implique une forte charge morale : il existe des actions qu'il est déshonorant de faire, quelque gratification qu'elles puissent par ailleurs nous apporter, et il s'agit de toujours garder à l'esprit ce qu'il en coûte aux autres (proches mais aussi éloignés) pour que nous puissions vivre décemment. En fait, l'anarchisme revisite radicalement l'éternelle question du pouvoir. Au plan politique, cela conduit à une méfiance quasi instinctive à l'égard des institutions bureaucratiques qui déposent les individus de leurs capacités et de leur inventivité - notamment l'État moderne, mais pas seulement. L'approche anarchiste part du principe que la place fait le larron. On ne peut guère espérer, en effet, qu'en plaçant certaines personnes dans un rapport asymétrique *permanent* (et non transitoire ou occasionnel) avec une majorité d'autres personnes, les premières y cultivent un sens supérieur des responsabilités. En cela d'ailleurs, contre toutes les accusations d'utopie, l'anarchisme est pleinement réaliste. Il reconnaît tout à fait les imperfections de la nature humaine, mais il n'en exempte pas les gouvernants, les patrons, les ecclésiastiques, les technocrates ou encore les avant-gardes. D'où la nécessité de penser des modes d'organisation politique et économique fondés sur la présupposition que le

pouvoir, *distribué équitablement entre tous les gens concernés*, favoriserait l'initiative, la confiance et la créativité de chacun. Des communes (fondées par exemple sur un maillage à partir des unités de base que sont les quartiers) fédérées entre elles fourniraient le contexte d'un tel déploiement riche et varié des capacités humaines.



Pierre Kropotkine, par Nadar

Gaëlle Henrard : Dans quelle mesure cette inspiration anarchiste peut concerner chacun d'entre nous, dans notre quotidien la plus ordinaire ? En d'autres termes, comment rapprocher cette façon de s'organiser des gens qui se sentent particulièrement éloignés des idées anarchistes ?

Renaud Garcia : Le géographe Élisée Reclus (qui enseigna à l'Université Nouvelle à Bruxelles) décrit l'anarchie comme « la plus haute expression de l'ordre ». Car il faut, il est vrai, une certaine maturité intellectuelle pour vivre anarchiquement, ainsi qu'une conception ouverte du soi, disposé à l'écoute des autres et au souci constant de l'entraide (disant cela, je me rattache à l'évidence à l'ancrage « socialiste » de l'anarchisme, et plus précisément à sa variante communiste). On se situe alors aux antipodes des représentations convenues de l'anarchisme comme désordre, licence, chaos, bref, tout ce qui adviendrait nécessairement en l'absence de lois. Cette représentation (qui malheureusement a pu se revendiquer de l'histoire, à l'époque des attentats et de la répression orchestrée en France autour des lois scélérates de 1893-1894) permet surtout de justifier le pouvoir hiérarchique, extérieur et contraignant, comme si l'être humain, laissé à sa nature, se révélait foncièrement incapable de s'organiser et de régler collectivement ses conditions d'existence.

Or ce que permet l'« inspiration anarchiste », ou le regard anarchiste sur la société, c'est précisément cette perspective qui procède *de bas en haut* et cherche toujours à voir ce que les gens, dans leur expérience ordinaire, mettent en œuvre pour coopérer et assumer les nécessités de leur existence. Bien que de telles formes autonomes de coopération et de coordination soient toujours plus soumises aux puissances détachées de l'État, du capital et de la technologie par le biais des experts, technocrates, bureaucrates, gestionnaires, urbanistes, etc., partout où elles se défendent et subsistent, elles empruntent sans forcément le savoir au répertoire de l'anarchisme.

Ainsi le point de vue anarchiste recoupe à mon sens ce que l'on pourrait appeler le point de vue *vernaculaire*, selon ce mot qui désigne les pratiques autonomes échappant à l'emprise du mar-

ché, que les gens entreprennent à partir de leurs savoir-faire hérités, sans l'aide de tuteurs auto-désignés. La force politique du vernaculaire se manifeste au plus proche, quand les habitants d'un quartier s'allient afin de préserver leur cadre de sociabilité quotidienne face aux menées de grands projets de centres commerciaux, quand des enseignants quittent l'Éducation nationale pour créer leurs propres écoles, ou refusent de « gober » la numérisation accélérée de l'enseignement, ou tout simplement lorsque des parents éduquent leurs enfants à la curiosité, aux jeux en plein air, à une certaine lenteur et au plaisir d'exister au lieu de les contraindre à aller toujours plus vite, déjà performants, correctement socialisés et rivés aux écrans. Sans trop forcer le trait, il y a sans doute beaucoup plus de vertus anarchistes chez un éleveur qui s'oppose au puçage de ses bêtes et à la gestion de son existence (et de sa relation affective et professionnelle avec les animaux) par les normes que chez un mandarin quelconque invité à gloser lors d'un colloque sur le sens « libertaire » caché de la pensée de tel ou tel grand philosophe !

Gaëlle Henrard : Que peut apporter la pensée anarchiste aux luttes contemporaines (notamment en termes de convergence des luttes, à l'inverse de ce que vous appelez « prolifération des luttes ») ? En quoi peut-elle nous fournir des clés pour nous organiser suivant ce qui nous est commun (malgré toutes nos singularités) plutôt que ce qui nous divise ?

Renaud Garcia : Votre question est ardue, car une bonne part du mouvement anarchiste - ou du moins de groupes s'affublant de cette « étiquette » - encourage précisément cette « prolifération des luttes ». Dans *Le désert de la critique*, j'avais tenté de retracer la logique indissolublement théorique et pratique de ce phénomène. Pour aller à l'essentiel, disons que dans les deux dernières décennies, nombre de concepts et de syntagmes, forgés par des auteurs anglo-saxons ou encore par quelques philosophes français des années 1970 dont la pensée s'est exportée Outre-Atlantique, ont été ensuite réimportés dans le monde francophone, majoritairement par le biais de l'université. Or, lors d'un tel transfert, l'inévitable décanonisation de pensées remâchées par des disciples a fini par livrer, sous couvert de critique, ce qui s'apparente plutôt à un prêt-à-penser. Pour résumer à grands traits, disons qu'une apologie de la subversion des normes et une lutte contre toutes les formes d'oppression (y compris celles dont certains seraient les agents par leur simple position sociale, voire leur être-ainsi, compris comme des « privilèges ») a fini par supplanter au plan théorique la lutte contre l'exploitation au travail, la critique de l'aliénation consumériste ou encore la démythification religieuse. Pour prendre un exemple à dessein caricatural (bien qu'il soit véridique), on peut trouver des analyses de « sociologie critique » considérant que le fait que l'on puisse trouver en pharmacie des pansements transparents (couleur « chair blanche ») et pas colorés représente une micro-oppression, relative à un privilège (blanc, en l'occurrence). Dans la pratique, cela a eu bien souvent pour effet de rechercher *le plus petit* dénominateur commun, en partant du principe qu'une théorie critique ne gagne en acuité qu'en adoptant le point de vue du plus opprimé. Mais en définitive, pour l'exprimer avec une certaine ironie amère, plus personne ne tient la banderole, parce que l'on échoue inmanquablement à déterminer sans conteste l'individu qui croisera le plus d'oppressions, après que tous les autres aient été éliminés, retenus par un bout d'eux-mêmes (leur origine ethnique, leur genre, leur orientation sexuelle, leur statut social, leur salaire, leur formation intellectuelle, leur état de santé, leur religion, leur régime alimentaire, etc.) à une position privilégiée.

On a parfois l'impression d'une ligne de fuite, permettant dans son mouvement initial d'attirer l'attention sur des situations d'oppression tout à fait injustes, qui aurait franchi un seuil

critique à partir duquel elle se retournerait pour produire de nouvelles normes, exclusives voire policières. Pourtant, la force historique de l'anarchisme (je songe par exemple à une figure comme la féministe Emma Goldman, dans la première moitié du XX^e siècle), notamment par rapport au marxisme le plus orthodoxe, a bien souvent résidé dans sa capacité à *articuler* des combats envisagés à partir de focales différentes (lutte contre l'exploitation économique, contre l'embrigadement militaire, critique des rôles genrés, dénonciation de la colonisation, sécession par rapport à l'État), sans nécessairement supposer qu'un angle soit prioritaire universellement et constamment.

Sans magnifier à outrance les « Grands Anciens », une pensée anarchiste cohérente pourrait contribuer aux mouvements actuels de critique des sociétés capitalistes sous deux aspects stratégiques majeurs : d'une part, elle mettrait l'accent sur la nécessité de former des blocs d'opposition - et non des coalitions affinitaires - où les angles d'attaque particuliers (féministe, écologiste, irrégulier, critique de l'économie politique, antiraciste, etc.) seraient en mesure de se relativiser par rapport aux autres ; d'autre part, une orientation anarchiste éviterait le fourvoiement de certains mouvements pour lesquels la participation à la base sur le mode des assemblées populaires n'est en réalité que le prélude à un verrouillage vertical autour de figures représentatives briguant des mandats parlementaires - à l'instar de Podemos ou même des « Insoumis » français.

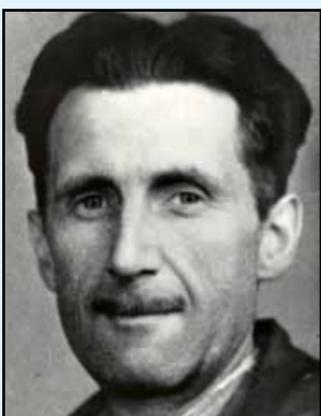


Emma Goldman - Street Art Turkey 2011

Gaëlle Henrard : Vous évoquez fréquemment la question du corps. Pourriez-vous nous expliquer en quoi y revenir peut constituer un point de départ pour faire émerger de nouveau une analyse critique de notre société ?

Renaud Garcia : En étudiant les discours de certains mouvements dits de « gauche radicale » ou « anarchistes », mais aussi en les fréquentant directement, je me suis vite aperçu qu'une ligne de clivage nette séparait, en gros, deux camps : d'une part ceux pour lesquels la technologie représente un moyen qui, bien utilisé, servirait la conquête de nouveaux droits (par exemple avec les techniques de procréation médicalement assistée), l'avènement de nouvelles subjectivités hybridées avec les machines (avec les techniques d'« augmentation » de l'humain) ou encore l'opposition à l'appropriation capitaliste de la richesse collective (grâce à l'usage libre d'Internet et le piratage informatique) ; d'autre part les minoritaires qui combattent toute idée d'une neutralité de la technologie, et cherchent à montrer qu'il est bien souvent illusoire d'espérer affaiblir l'adversaire en utilisant les armes dont ce dernier s'est servi pour affermir sa domination.

Ainsi, la technologie m'apparaît-elle comme le moteur du capitalisme contemporain, lui permettant d'accélérer encore sa trajectoire mortifère, où tout ce qui est vivant, sensible, charnel se trouve révoqué s'il ne se convertit pas en matériau d'un seul processus : l'accumulation pour l'accumulation. Cela, Marx l'avait vu (dans *Le capital* et dans ses manuscrits préparatoires de 1857-1858) et il me semble qu'aujourd'hui on peut difficilement se passer de sa conceptualisation du capitalisme - j'ajouterais simplement du capitalisme *technologique* - comme mouvement d'abstraction croissante de la vie. Ici, la question du corps entre en jeu, puisqu'avant d'être les rouages d'un système mondialisé qui a étendu son ombre sur la planète entière, autrement dit de simples porteurs de la valeur marchande, nous sommes des



Georges Orwell

subjectivités vivantes et sensibles. Or, notre corps, dans les multiples dimensions qui l'ouvrent au monde (affectivité, effort, sens de l'espace et du lieu, sensibilité esthétique, maladie et santé, activité et repos) me semble nié par le capitalisme technologique. Lorsque le travail n'a plus de sens et devient pure dépense d'énergie abstraite, lorsque les lieux habi-

tés n'offrent aucune résonance, lorsque l'on ingère des aliments frelatés, lorsque l'on se rend malade à force de viser la santé parfaite ou encore lorsque l'on commence à considérer le sommeil comme du temps gâché pour la performance, alors vient précisément l'*immonde*, la déconcertante et désespérante sensation de ne plus habiter le monde. En ce sens, pour reprendre une expression de Ivan Illich, le capitalisme technologique soumet la « chair » à une constante « humiliation ». Tout cela, bien entendu, alors que le corps n'a jamais semblé si exalté. Certes, mais toujours sur le mode de la performance, publicitaire ou pornographique, où l'on apprend aux gens à se représenter leur propre chair, leur corps sensible, comme un agrégat de modules et de fonctions à optimiser pour fonctionner dans l'univers du rendement.

Dans l'idée que j'en ai, revenir au corps, au plus près de l'expérience immédiate que nous en avons, c'est réhabiliter ce point de vue *vernaculaire* dont je parlais plus haut. C'est là, à mon sens, le levier d'une prise de conscience de ce que nous avons perdu - ou sommes en train de perdre si nous ne résistons pas - face à un système matériel et culturel qui, au moment où il prétend mettre le monde à portée de la main (le smartphone en est de ce point de vue l'objet emblématique), nous en prive complètement. Il sera largement question de tout cela dans le prochain ouvrage que je devrais faire paraître, si tout va bien, au printemps prochain, et qui défend en somme une alliance entre l'anarchisme et la décroissance. Dès lors, la tâche pratique consiste à soutenir et participer autant que faire se peut à toutes les résistances où le corps - au sens ci-dessus défini - est en jeu : luttes collectives contre les grands projets industriels et urbains, face à la tyrannie numérique, soutien aux éleveurs et agriculteurs en butte aux contrôles et à la gestion, réflexion globale sur le sens et les finalités du travail, etc.

Gaëlle Henrard : La question de la figure de l'intellectuel et de la fracture avec les milieux populaires nous anime beaucoup dans notre travail d'éducation permanente. Quelle est votre analyse à ce sujet et éventuellement vos pistes pour renouer ce lien ?

Renaud Garcia : Je crains fort, en vous répondant là-dessus, de ne pas dépasser quelques banalités de base. Tout d'abord, la notion d'« intellectuel » devrait elle-même être soumise à la critique. Je ne l'aime pas trop, en raison de ses connotations arrogantes, qui raidissent d'ailleurs celles et ceux que les « intellos » importunent (de même d'ailleurs pour « philosophe » ou « essayiste », même s'il faut bien qualifier les gens). Et puis, s'il s'agit de quelqu'un qui travaille exclusivement avec sa tête et fort peu avec ses mains, alors la classification devient vraiment nébuleuse : un trader serait un « intellectuel » là où un sculpteur, par exemple, devrait être exclu de cette catégorie.

Partons du principe qu'un intellectuel est une personne qui bénéficie du privilège matériel de se renseigner, d'étudier, de formuler des idées et de les publier afin de contribuer à une meilleure compréhension du monde, de la société et de l'humain. Puisque, dans l'histoire politique, ce privilège a été majoritairement utilisé pour servir les princes et les tyrans ou exercer le pouvoir sur les masses au nom de la compréhension plus haute du sens de l'histoire que possèderaient de prétendues avant-gardes, la moindre des choses pour qui se revendique de l'anarchisme est d'inverser ce rapport.

Par conséquent, le travail intellectuel acquiert sens et noblesse si celles et ceux qui l'entreprennent cherchent à éclairer ce qui nous arrive en mettant à la disposition du plus grand nombre des idées exprimées *le plus clairement possible*, en réduisant au maximum la part de jargon, et en ayant le souci de se mettre à la portée des lecteurs ou interlocuteurs. Il s'agit donc d'essayer beaucoup, de rater souvent, en s'efforçant aussi de trouver la note juste dans le discours, qui saurait entrer en résonance avec les préoccupations quotidiennes des gens. Par exemple, on se rend compte que si l'on évoque avec tact les compteurs Linky¹ ou l'addiction au smartphone, la plupart des gens sont prêts à remonter théoriquement vers les problèmes fondamentaux que posent ces dispositifs techniques, sans pour autant être encore en mesure de franchir le pas dans la pratique. Sur ce dernier point, rien n'est jamais certain, et les universités populaires, par exemple, ne touchent sans doute jamais vraiment le public qu'elles cherchaient au départ. Dans les milieux populaires comme chez les managers pressés, la propagande opère, et on trouvera toujours des réfractaires à la « prise de tête ». On ne fait pas boire qui n'a pas soif, certes, mais si nous chérissons nos mots et nos idées, battons-nous au moins pour eux !

Gaëlle Henrard : Vous citez souvent George Orwell, la bibliothèque des Territoires de la Mémoire porte son nom. En quoi les idées de cet homme constituent-elles, selon vous, une source d'inspiration toujours actuelle ?

Renaud Garcia : À l'ère de la « post-vérité » et des « faits alternatifs » selon Donald Trump, nul doute que nous vivons dans un monde plus orwellien que jamais. Vous noterez, d'ailleurs, que les ventes de 1984 n'ont jamais été aussi fortes, aux États-

Unis, que lors de l'année écoulée ! Mais plus encore que *La ferme des animaux* ou 1984 (à propos de ce dernier roman, on pourrait même avancer que la dystopie de Zamiatine, *Nous autres*, écrite en 1920 et qui a influencé Orwell, est d'une pertinence encore plus nette aujourd'hui dans sa préfiguration d'un gouvernement du cheptel humain - réduit à des numéros - par des algorithmes), je retiens d'Orwell son enquête sur *Le quai de Wigan* et les textes décisifs de ses Essais, articles et lettres, traduits en français à l'initiative de Jaime Semprun. Et cela pour au moins quatre raisons. On y trouve tout d'abord une caracté- rologie impitoyable de l'intellectuel d'avant-garde, effectuée du point de vue de l'homme ordinaire, qui retrouve les meilleures intuitions anarchistes. Ensuite, sa critique du progrès technique et de la propension des courants de gauche à rejeter du côté de la Réaction ceux qui douteraient des bienfaits d'une mécanisation croissante de la vie reste très éclairante dans le contexte actuel.

En troisième lieu, son refus de l'esprit d'orthodoxie (je songe à la préface inédite à *Animal Farm*, écrite en 1945) reste un viatique précieux alors que se répand de plus en plus l'argument selon lequel, sous peine de « faire le jeu » du fascisme, il conviendrait de veiller à la correction idéologique de ses propos. Par exemple, lorsque des catholiques intégristes défilent dans la rue pour manifester contre le mariage homosexuel, on serait bien avisé de ne pas soulever avec fracas, dans les milieux « libertaires », la question de la marchandisation de la reproduction. De la même manière, lorsque le F.N. est en tête des sondages pour la présidentielle, il vaudrait mieux reporter à plus tard, pour des temps plus iréniques, des controverses internes sur la question raciale. Il faut décidément ne pas avoir lu une ligne d'Orwell - ou l'avoir lu de travers - pour avancer avec aplomb ce type d'arguments.

Enfin, ce qui m'est indispensable chez Orwell, c'est son apologie de la vie sensible et du plaisir simplement humain d'exister, sans aspiration mortifiante à une quelconque sainteté. Fort de ce sens des priorités existentielles, il demandait ainsi, dans un magnifique petit texte de 1946 intitulé « Quelques réflexions sur le crapaud vulgaire » : « si nous refusons tout le plaisir que peut nous apporter la vie telle qu'elle est (en l'occurrence le retour du printemps, NdA), quel genre d'avenir nous préparons-nous ? » Voilà de quoi méditer largement sur les fondements moraux, esthétiques et affectifs de toute émancipation sociale véritable !



Amour et anarchie, d'après Léo Ferré

Pour aller plus loin avec Renaud Garcia :

- *Le désert de la critique. Déconstruction et politique, L'échappée*, coll. Versus, 2015.
- *La nature de l'entraide, Pierre Kropotkine et les fondements biologiques de l'anarchisme*, ENS éditions, coll. La Croisée des chemins, Lyon, 2015.
- *Pierre Kropotkine ou l'économie par l'entraide*, Le passager clandestin, 2014.
- « Renouer avec les gens ordinaires », entretien sur Ballast, 09/02/2016, <https://www.revue-ballast.fr/renaud-garcia/>
- « La démocratie représentative est une faillite totale », entretien sur Le comptoir, 11/11/2015, <https://comptoir.org/2015/11/11/renaud-garcia-democratie-representative-faillite-totale/>

¹ NdlR : Les compteurs Linky sont des compteurs communicants développés par le principal gestionnaire de réseau électrique de distribution en France en application de directives européennes. Il est prévu qu'ils soient installés dans 35.000.000 de foyers français à l'horizon 2021. Ces dispositifs sont controversés, notamment en regard de la possible mise

L'enclosure de la démocratie et le/la politique comme stigmaté

Deux siècles plus tard, le larcin continue et « la désaffection actuelle pour la démocratie reflète avant tout l'accroissement d'un sentiment : celui qu'ont les personnes d'être dépossédées du droit de décider par et pour elles-mêmes de la manière dont les questions qui les concernent sont traitées⁷ ». Ce larcin prend même une nouvelle tournure par l'emploi du qualificatif politique pour empêcher le peuple de s'occuper de ce qui le regarde précisément au moment où la politique se mue en gestion.

Ceci étant dit, quelles considérations tirer de cet usage invocatoire et stigmatisant d'un adjectif évoquant une activité aussi noble que la gestion des affaires de la cité ? Tout d'abord, le terme politique utilisé de cette manière rejoint la cohorte des mots utilisés, souvent de manière hyperbolique, pour disqualifier toute idée alternative sans avoir à en débattre. Si jusqu'à présent, le vocable populisme décliné sous toutes ses formes était utilisé à cette fin, voici que la politique rejoint le groupe infamant.

Mais il y a plus : comment ne pas voir dans cette injonction une volonté de circonscrire le spectre de ce que la politique est ou devrait être de nos jours, comme si nos gouvernants souhaitaient nous inviter à ne pas nous occuper de ce qui nous regarde et à considérer la politique comme étant une profession réservée à

un cercle restreint et respectant des codes dans des cénacles bien spécifiques. Et ce, ô ironie, précisément au moment où le monde occidental fait de moins en moins de la politique et de plus en plus de la gestion au nom d'un certain réalisme.

Gestion de la politique ou politique de la gestion ?

Il est légitime de se demander si l'usage stigmatisant de *politique* ne risque pas d'accroître le dégoût et la méfiance des citoyens ainsi que le fossé entre eux et le monde politique (la caste comme dirait Podemos). Pour le dire autrement, cette volonté de restreindre et de circonscrire le périmètre de la chose politique pourrait faire de ceux qui sont à l'origine de cet accaparement les fossoyeurs de la politique.

Or, cette volonté de préserver le pré carré de la politique se manifeste précisément au moment où la simple gestion prend la place de la politique, où les questions politiques sont exclusivement lues en termes pragmatiques, au moment où, pour le formuler plus clairement, « l'effacement du politique [s'effectue] au profit d'une gestion strictement économique de la conduite des affaires humaines⁸ », un effacement du politique et de la politique qui prescrit de réduire à néant « les débats de principes que celle-ci avait pour statut d'autoriser. Gérer devenant une finalité plutôt qu'un moyen visant à

la démocratie (...) est le pouvoir de ceux qui ne sont pas qualifiés pour exercer le pouvoir

des fins politiques, il ne pouvait en aller autrement que se développe comme modalité sociale opératoire une médiocratie, c'est-à-dire un ensemble de règles, de protocoles, de méthodes et de processus visant à standardiser le travail et la pensée de façon à rendre interchangeables et prévisibles, manuellement et intellectuellement, les subalternes des organisations de pouvoir⁹ ». Cette prédominance de la gestion et cette volonté de disqualifier toute interférence sortant du cadre témoignent de la mise en place de politiques de l'extrême centre¹⁰ où, rappelons-le, la politique managériale prend toute la place. Et c'est ainsi que la pluralité conflictuelle est devenue progressivement incompatible avec « le grand automate gestionnaire » (pour reprendre l'expression inventée par Harold Bernat), comme s'il existait dorénavant une incompatibilité structurelle entre ce que deviennent les démocraties marchandes et l'activité politique. Grâce à tout ce fatras conceptuel, « la politique de l'inévitabilité est une forme de coma intellectuel auto-induit. Accepter l'inévitable a bridé notre façon de parler de la politique au XXI^e siècle¹¹ ».

La démocratie comme commun

Face à ces velléités de captation, il s'agit tout d'abord d'opérer une distinction entre la démocratie comme « type de régime politique fondé sur l'élection, l'alternance, la séparation des pouvoirs et le respect des libertés individuelles et [comme] forme de vie, ordre de relations sociales délivré de toute domination¹² ». Cette dernière forme étant « une ressource de plus en plus mobilisée pour transformer les manières de faire de la politique. Ce



page six

En premier lieu, comme le souligne Jean Lojkin¹, le changement systémique ne peut s'opérer qu'à travers une logique sociale. Il faut inévitablement agir à l'échelle de l'économie – et de surcroît sur le terrain des politiques économiques – notamment pour orienter et favoriser l'éclosion d'un modèle d'économie sociale et solidaire. Or, dans la logique d'économie mixte que nous connaissons (privé, public, partenariat entre les deux), le rapport de force global entre la logique du profit et la logique du service public est clairement en faveur de la première... Il est impératif que ce rapport de force soit redéfini en faveur du commun, à savoir la subordination de la première à la deuxième. Dans cette équation, l'ensemble des communautés liées aux biens communs constituent un acteur supplémentaire qui peut peser dans la balance, et la faire pencher en faveur de l'intérêt général. Cela en s'alliant notamment aux élus politiques progressistes. Un exemple représentatif de ces articulations est souvent cité, celui de l'Italie. En effet, la structuration d'un mouvement social « *bene comune* » autour de l'eau potable dès 2007, et son association à la société civile et aux pouvoirs publics ont permis de contrer des lois qui favorisaient la privatisation des compagnies d'eau et une génération de profits agressive.

Dans pareil cas de figure, on voit bien que les politiques trouvent des alliés dans le mouvement des communs. À l'inverse, ce dernier peut également bénéficier de mesures de soutien de la part d'une fraction des pouvoirs publics. Benjamin Coriat avance : « Les communs ont besoin de l'État pour se développer, car il doit créer les ressources (à commencer par les ressources juridiques) », des conditions institutionnelles favorables, « dont les producteurs de biens communs ont besoin pour exister² ». Cela en se reposant sur les initiatives existantes (par exemple, les coopératives) ou en devenant, mais aussi en jouant un plus grand rôle régulateur par rapport aux multinationales. De plus, les autorités, à leurs différents niveaux de pouvoir, peuvent contribuer à rendre visible les initiatives des commoneurs et les aider à se connecter entre elles. Plus largement, au-delà de ce rôle de caisse de résonance, elles peuvent

favoriser l'accès (et l'usage) de celles-ci au plus grand nombre, et donc à la société même.

Cette articulation semble déterminante pour « un passage à l'échelle » tangible de ce modèle. Court-circuitant de la sorte une des principales attaques contre les communs... À savoir la critique – un peu caricaturale – de certains pour qui le renouveau des communs s'apparenterait à un mouvement réactionnaire, à un retour aux villages, aux coutumes, au repli sur soi... Mais également, un grief, plus fondé, mettant en garde contre le risque pervers de « tribalisme local », soit des dérives qui mèneraient au piège de l'enfermement, à de nouvelles enclosures discriminantes mises en place – même inconsciemment – par une élite militante pourvue d'un grand capital culturel, social, et économique... Tout autant de filtres nuisibles à l'exercice des communs par la majorité de la classe moyenne et des classes populaires. Une appropriation large « des biens communs exige de les faire entrer dans le quotidien et de les rendre aussi banals que la transaction commerciale³ ». L'entente communs/politique, à un niveau macro, pourrait la rendre plausible... mais pas à n'importe quel prix. Afin d'y parvenir, il convient en effet de garder à l'esprit l'autonomie des communs, et que dans cette perspective, le degré d'interventionnisme de l'État soit clairement balisé : pas propriétaire et pas législateur arbitraire, il se cantonne à un rôle de facilitateur et d'accompagnateur du mouvement. Pêché de candeur de la part des commoneurs ?

L'État – et sa logique centralisée – ne devrait pas être le seul représentant légitime de la chose publique. À ce titre, et pour tendre vers une dilution de cette concentration du pouvoir, les communs doivent emprunter une voie plus radicale politiquement en s'enracinant dans les différents champs de la société⁴. Les commoneurs veilleraient ainsi à élargir et à tisser des liens avec d'autres agents, moins institutionnels voire informels. Pour Lojkin, en effet, « il n'y a pas seulement l'État et les marchés, il y a aussi les collectivités locales, les comités d'entreprises, les syndicats, les ASBL et les citoyens usagers pris comme individus et comme acteurs des mouvements

sociaux et des alternatives⁵ ». Néanmoins, comme mentionné ci-dessus, pour embrasser *de facto* cette quête de diversité et incarner une plus grande réalité sociale, d'autres défis socio-politiques et barrières attendent les communs.

Le mouvement s'est ainsi souvent caractérisé par un ronronnement intellectuel, conceptuellement abouti, parfois trop théorique, pas assez fédérateur voire exclusif par son jargon hermétique... Dans les faits, et malgré des intentions initiales louables, un « fossé » a pu se creuser. Pour le résorber – même si elles sont probablement encore trop minoritaires – plusieurs initiatives sont prises pour diffuser l'esprit des communs auprès des personnes non sensibilisées : des cours se donnent dans des universités populaires (ou à distance, via des MOOC en ligne), des ateliers sont réalisés dans le monde associatif, etc. Probablement serait-il pertinent de davantage essaimer en se reposant sur des institutions comme les bibliothèques ou les maisons de quartier, autant d'assises locales proches des gens. On le voit, les commoneurs réfléchissent également à la question de l'éducation populaire⁶. Une position inconfortable ? La démarche même d'éducation peut paraître dérangeante dans son fondement, parce qu'elle reste un processus descendant, et pose la question de l'autorité légitime et de l'endoctrinement. L'entreprise de démocratisation des communs doit à contrario appliquer avec cohérence les principes d'horizontalité, et déboucher sur une éducation mutuelle entre commoneurs et personnes non initiées. En outre, l'effort devra porter sur toutes les catégories sociales et pas uniquement, cliché empreint d'un mépris de classe, donner à l'ouvrier « la science de leur malheur ».

Dans cette perspective, Lojkin promeut une « alliance interclassiste », inclusive, tenant intégralement compte des rapports de classe et des conflits sociaux⁷, et reposant sur « le conflit créateur », pas le consensus lisse⁸ : une co-construction des communs à partir de l'intelligence collective, des équilibres et compromis à négocier (processus de consensus peut-être difficile à mettre en œuvre dans un court

désir de transformation et de perfectionnement de la démocratie est à son tour combattu par la démocratie comme institution¹³ ».

Dans un tel cadre, la démocratie devient un principe (égalité absolue de tous) qui organise une forme de vie dont témoignent à l'heure actuelle les mouvements de protestation extra-institutionnels. Cette conception de la démocratie suppose et implique aussi une plus grande réappropriation de la démocratie également dans le champ économique : comme le souligne Francis Dupuis-Déri, « il est pour le moins curieux de prétendre vivre en démocratie alors que l'on passe la plus grande partie de notre vie éveillée dans un milieu de travail dominé par un directeur, un patron, un gérant, et que nous n'avons pas le pouvoir de le remplacer ni de prendre sa place¹⁴ ».

Cette conception maximaliste revient également à dire que la démocratie n'est pas le choix des représentants. Elle est le pouvoir de ceux qui ne sont pas qualifiés pour exercer le pouvoir, pour paraphraser Jacques Rancière et que « s'il n'y a pas indépendamment du système représentatif des pouvoirs démocratiques autonomes et puissants qui construisent un autre peuple, un peuple égalitaire, c'est la logique hiérarchique de la reproduction des représentants « légitimes » qui s'impose¹⁵ ». Pour le dire autrement, la démocratie ne prend pas uniquement consistance dans un système politique dont l'élection est la pierre d'angle mais dans l'actualisation des principes d'égalité, de liberté et de pluralisme par les citoyens ordinaires, par la construction d'un peuple politique, sujet collectif qui cherche l'autonomie en soi et pour soi. Et à ce sujet, force est de constater que l'engagement pour le commun (une ressource en partage, une communauté

qui la gère et une gestion de ce dispositif) « marque un fort désir politique de reprendre en main les questions qui nous intéressent collectivement¹⁶ » et déborde « une démocratie avilie, car strictement limitée à sa dimension représentative pour impulser une démocratie plus substantielle et plus collective¹⁷ ». Et toutes ces initiatives, toutes ces réappropriations nous incitent à vivre « comme si nous étions déjà libres ».



- 1 C. Douglas Lummis, *Radical Democracy*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, p.15.
- 2 Les deux ouvrages sont parus chez Lux.
- 3 Francis Dupuis-Déri, *Démocratie, histoire politique d'un mot*, Montréal, Lux, 2013, p.11.
- 4 Francis Dupuis-Déri, *La peur du peuple, agoraphobie et agoraphilie politiques*, Montréal, Lux, 2016, p.27.
- 5 *Idem*, p.128.
- 6 *Idem*, p.206.
- 7 Albert Ogien et Sandra Laugier, *Antidémocratie*, Paris, La Découverte, p.187.
- 8 Harold Bernat, *Le néant et la politique, critique de l'avènement de Macron*, L'Echappée, 2017, p.133.
- 9 Alain Deneault, « La France aura droit à titre de président à un représentant des ventes pour l'oligarchie » in *Les Inrocks.com*, 25/04/2017, www.lesinrocks.com/2017/04/25/actualite/tribune-la-france-aura-droit-titre-de-president-un-representant-des-ventes-pour-loligarchie-11937958.
- 10 Lire Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, Montréal, Lux, 2017.
- 11 Timothy Snyder, *De la tyrannie*, Paris, Gallimard, 2017, p.96.
- 12 Albert Ogien et Sandra Laugier, *op.cit.*, p.9.
- 13 *Idem*, p.29.
- 14 Francis Dupuis-Déri, *La peur du peuple, op.cit.*, p.211.
- 15 Jacques Rancière, *En quel temps vivons-nous ?*, Paris, La Fabrique, 2017, p.17.
- 16 Pascal Nicolas-Le Strat, *Le travail du commun*, éditions du commun, Saint-Germain-sur-Ille 2017, p.11.
- 17 *Idem*, p.14.



(cc) Denis Bocquet



laps de temps, mais générateur à long terme d'effets beaucoup plus durables sur nos sociétés).

De fait, grâce à ses multiples potentiels, y compris sa grande énergie politique, l'alternative des communs a la capacité de tendre vers une émancipation collective mais également individuelle, tout en les combinant. Elle place l'individu dans une démarche active et favorise un apprentissage « par le faire » et, à travers cette exigence, elle propose une autre manière de penser et de faire de l'économie, du lien social, mais aussi de la politique, en impliquant directement le citoyen. Vu sous cet angle, le commun n'est pas qu'une demande de rééquilibrage, une critique de l'État et du marché... il permet de redéfinir les interventions sociales, culturelles ou éducatives de l'État... et de « les soumettre à l'activité sociale et à la participation politique et citoyenne du plus grand nombre⁹ ». En s'auto-organisant sur un mode participatif autour de cas très pragmatiques, avec en toile de fond l'intérêt général, les communautés expérimentent collectivement des formes démocratiques nouvelles. Le citoyen, à son niveau individuel, acquiert une nouvelle « culture du politique », l'étoffe, et développe un autre « sens du possible¹⁰ ». Non seulement son rapport à la chose politique évolue, mais son rôle n'est plus arbitrairement restreint à un devoir électoral.

Et si à défaut de Grand soir, les petits Matins pointaient déjà ?

Il ressort de tout ceci que la principale force des communs est de sortir d'un schéma de pensée binaire, d'un paradigme réducteur, et d'introduire davantage de complexité et d'hétérogénéité dans les logiques structurant nos sociétés, à l'image de l'idéal fondamental de la démocratie elle-même. En effet, pour Etienne Verhaegen, les communs marquent une « rupture avec l'idéologie de la suprématie du modèle dualiste propriété privée-propriété étatique¹¹ », et amènent de la diversité dans les rapports de propriété, ce qui reconfigurent les rapports de pouvoir qu'ils

gènèrent. Un travail de pluralisation de l'économie, de la politique, du social devient réalisable, soutenu par une décentralisation globale.

Au vu de ce qui précède, les communs, dans leur version la plus engagée, semblent s'apparenter quelque peu au mouvement anarchiste (incarnation des idées en actes¹²), à une variante du municipalisme libertaire ou de l'anarcho-communisme. Cependant, comme il a été dit, il ne s'agit pas de leur apposer « une seule étiquette », comme à l'anarchisme d'ailleurs. En cela, la force d'hybridation des communs en fait un allié idéal pour de nombreuses alternatives, par exemple pour le mouvement de la Transition. Ainsi constituent-ils des outils prometteurs, une possibilité de voir grand, tout en gagnant progressivement des petites batailles. Pour Cornelius Castoriadis : « La révolution signifie l'entrée de l'essentiel de la communauté dans une phase d'activité politique, c'est-à-dire instituante¹³. » Et si à défaut de Grand soir, les petits Matins pointaient déjà ? Et si les hommes étaient déjà en train de construire « le nouveau monde dans la coquille de l'ancien¹⁴ » ? Notre voyage au sein des communs s'achève. Ou plutôt débute-t-il.



- 1 Jean Lojkine, *La révolution informationnelle et les nouveaux mouvements sociaux*, Le bord de l'eau, coll. « L'économie encadrée », 2016, p. 119-121.
- 2 Cédric Durand, « Ne lisons pas les communs avec les clés du passé. Entretien avec Benjamin Coriat », in *Contretemps*, 15 janvier 2016, [en ligne, consulté le 5/12/2017] : <https://www.contretemps.eu/ne-lisons-pas-les-communs-avec-les-cles-du-passe-entretien-avec-benjamin-coriat/>
- 3 VECAM (coord.), *Les biens communs de la connaissance : produire collectivement, partager et diffuser les connaissances au XXI^e siècle*, C&F édition, 2011, p. 26-27.
- 4 Dans cette optique, le paradigme des communs s'ancre dans une dynamique de changement de société sans prise du pouvoir.
- 5 Jean Lojkine, *op. cit.*, p. 127.
- 6 Alain Ambrosi, Frédéric Sultan, « Communs et éducation populaire, partage d'expérience et perspectives », [en ligne, consulté le 5/12/2017] : <http://vecam.org/archives/article1282.html>
- 7 Jean Lojkine, *op. cit.*, p. 19.
- 8 Voir Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016.
- 9 Pierre Dardot, Cristian Laval, *Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, 2014, p. 14.
- 10 David Graeber, *Comme si nous étions déjà libres*, Lux, coll. « Instinct de liberté », 2014, p. 14.
- 11 Etienne Verhaegen, « La révolution des "communs" », in *Politique*, n°90, mai-juin 2015, p. 44.
- 12 Francis Dupuis-Déri différencie l'anarchisme et l'anarchie, associant un à la théorie et l'autre à la pratique, mais insistant sur l'importance des allers-retours entre les deux. Voir Thomas Dupuis-Déri, Francis Dupuis-Déri, *L'anarchie expliquée à mon père*, Lux, coll. « Instinct de liberté », 2014, p. 30.
- 13 Pierre Dardot, Cristian Laval, *op. cit.*, p. 575.
- 14 David Graeber, *op. cit.*, p. 213

Flashmob : bouffonnerie, marketing ou contestation ?

par Jenifer Devresse

En matière de com' événementielle, il faut bien reconnaître que le flashmob – ou la flashmob, l'Académie française n'ayant pas tranché – a vécu. À peine entré au dictionnaire que voilà le néologisme élimé. Pourtant, que le marketing délaisse cette énième mode-éclair pourrait bien représenter notre aubaine. Purifié des mutations induites par sa rapide récupération et dénué de ses oripeaux publicitaires, on peut déceler dans le flashmob une forme d'action collective aux accents libertaires, taillée sur mesure pour la contestation.

Le 19 août 2015, M. Pokora bat le record du plus grand flashmob du monde, lit-on un peu partout. Comprenez : le chanteur français a rameuté quelque 70 000 personnes face à la tour Eiffel, venues se trémousser à l'occasion des 70 ans du Secours populaire français. Plus modeste et plus proche de nous, la RTBF battait un rappel hautement médiatique à l'été 2010 pour un flashmob dédié à sa campagne CAP48. Cinq rendez-vous pour lesquels nous étions priés de préparer la chorégraphie en ligne sur une chanson de Mika, et de porter le jour J une tenue qui identifie clairement notre association. Ainsi depuis une quinzaine d'années chacun y va-t-il de son petit flashmob. D'autant que les agences de com' en vendent clé sur porte, figurants inclus. Même les entreprises y ont vu le moyen de fédérer leurs salariés.

Aux origines : un canard à l'amarre

Naturellement, la palme du « meilleur flashmob » revient à celui qui affichera le plus de paroissiens au compteur, dans la joie et l'allégresse. Mais... « Flashmob », vraiment ? Comment reconnaître dans ces pâles messes populaires à l'enjeu sonnante et trébuchante l'audace quasi dadaïste des premiers « flash mobbers » ? La première réussite du « Mob Project », après un essai avorté par l'intervention des forces de l'ordre malheureusement averties du projet, a vu débouler sans crier gare cent cinquante individus au neuvième étage du magasin new yorkais Macy's, clamant qu'ils voulaient acheter un « tapis de l'amour » pour le loft qu'ils partageaient. Nous étions début 2003, le 17 juin.

Cette mobilisation-éclair fit rapidement des émules : le 9 août suivant, une quarantaine de personnes surgissait place des Arts à Montréal pour jeter des canards en plastique dans le bassin de l'esplanade en criant « coin-coin ! ». En trois minutes, les participants avaient disparu aussi soudainement qu'ils étaient apparus. À Paris quelques jours plus tard, une centaine de personnes se mit à arpenter nerveusement le hall du musée du Louvre tout en téléphonant, avant de s'immobiliser brutalement, applaudir puis se disperser sous les yeux de badauds médusés. Fun fact : le 14 septembre de la même année, l'Américain Howard Rheingold, réputé principal inspirateur du mouvement, déclarait dans une interview à Francis Pisanì : « si demain une flash mob se révèle être une entreprise commerciale, je crois que les gens réagiront avec hostilité ». Plus théoricien que visionnaire, assurément.

Le côté absurde de la farce

Quoi qu'il en soit, le flashmob était né, prêt à se répandre un peu partout dans le monde. Oublions un peu M. Pokora, le temps d'un retour aux sources : originellement, le flashmobbing vise à réunir, pour quelques secondes ou quelques minutes, un groupe d'individus sans lien préalable dans un lieu public, pour y exécuter une action absurde et inattendue convenue d'avance, avant de se disperser rapidement. Le flashmob a d'emblée tiré les leçons de son fiasco initial : recrutés par chaînes de mails ou de SMS, les participants reçoivent les instructions en dernière minute, histoire d'échapper à toute possibilité de contrôle des forces de l'ordre.

« La 'flash mob', dernière toquade du cybernautique à la mode », titrait le *Courrier International* du 30 octobre 2003 sous la plume de Philippe Laloux. La « foule éclair » y est décrite comme « aussi brève qu'absurde, gratuite et désintéressée [...] ». Entre happening et farce de gamin, elle ne sert strictement à rien, si ce n'est à produire de l'étonnement. Ou à se marrer. » Entre batailles de coussins, bulles de savon, rencontres nudistes, freeze massif ou concours de bananes, le caractère à la fois absurde, ludique et surprenant est assurément la marque de fabrique du flashmob (et non le nombre de participants). Pas sûr qu'il en soit pour autant inutile. Le journaliste en exprimait d'ailleurs l'intuition : « l'idée risque bien de prendre une tournure plus militante ou politique ».



(cc) Wegmann

Pied-de-nez au pouvoir !

De fait, l'expérience flashmob inspire rapidement des actions politiques protestataires : voilà un « modèle » qui rend les participants relativement insaisissables, de quoi faire la nique aux régimes autoritaires, notamment. Biélorussie, 29 mars 2006. Sur la place d'Octobre de Minsk, un écran géant diffuse comme à l'habitude le JT du soir de la très officielle chaîne d'État. À 20 heures tapantes, une centaine de jeunes recouvrent leurs yeux de bandeaux noirs en se bouchant les oreilles de leurs mains, quelques minutes durant... Ils s'évaporent ensuite dans la nature, avant que les forces de l'ordre n'aient pu les interpeller.

Dans des contrées qui nous sont plus familières, les flashmobs visent davantage le pouvoir économique et son emprise multiforme. Animées par une logique de détournement, ces réunions spontanées surgissent volontiers au cœur des centres commerciaux, du métro aux heures de pointe ou en travers des grands axes automobiles... Des temples de la consommation aux horloges du capitalisme, les flashmobs interrompent le flux de la circulation, gèlent pour un temps les achats, brisent le mouvement perpétuel de l'efficacité... Pour imposer brièvement un autre rythme, esthétisé, non dépourvu de poésie. Plus ou moins figés, synchronisés, chorégraphiés ou mis en scène, ils signent la réappropriation de la rue avec une insolente liberté.

Quand l'autonomie surgit d'autorité

Notant que « l'architecture urbaine impose son propre pouvoir », Jo Letarte analyse ainsi la portée symbolique du flashmob : « Plus la raison de la rencontre est absurde [...] et plus celle-ci montre une opposition surminente contre l'appropriation des lieux publics par la logique hétéronome du capital¹ ». Pour le chercheur québécois, le flashmob est au même titre que le sit-in une forme de TAZ ou « zone autonome temporaire ». Une déclaration péremptoire d'autonomie, en quelque sorte. Il conclut ainsi avec un léger accent McLuhanesque : « Le sit-in et la flash-mob n'ont pas de message, ils sont le message² ».

Héritier bâtard du sit-in, du hacking et du street art, le flashmob (le vrai, donc !³) est toujours le fait d'un collectif spontané, éphémère et anonyme, sans auteur

identifiable ni saisissable. L'horizontalité de son fonctionnement, depuis son mode de diffusion de l'information jusqu'à son exécution, l'oppose indéfectiblement à toute forme de contrôle, qu'il soit politique, sécuritaire ou économique. Pour le flashmob, la transgression des règles est la règle : s'il ne surprend plus, il perd son sens et son essence. Voilà qui explique la créativité intrinsèque du « dispositif » : il est tenu au renouvellement perpétuel de ses formes, à une originalité seule garante de son imprévisibilité.

Alors, le flashmob ? Une vague chorégraphie de masse au son du plus petit commun dénominateur ? Une flash-mode infantilissante de la com' d'entreprise ? Une joviale pantalonnade de quelques hurluberlus égarés ? Ou peut-être un modèle d'insubordination ? Moi, pour ce que j'en dis...

1 Jo Letarte, « Évolution de la critique libertaire du travail entre le XIX^e siècle et le XX^e siècle », *Mémoire de Sociologie*, Université de Laval, Québec, 2009.

2 Du nom du théoricien de la communication canadien Marshall McLuhan et sa célèbre formule : « *The media is the message* » (Ndlr).

3 Toutes mes excuses à M. Pokora.

La Bibliothèque George Orwell présente

par Justine Frigo et Margot Schlecht, bibliothécaires

▽ = coup de cœur des bibliothécaires

- **Arnaud de la Croix, *Ils admiraient Hitler : portrait de 12 disciples du dictateur*, Racine, 2017, 19,95€**

De Édouard VIII à Howard Phillips Lovecraft, l'auteur dresse le portrait de douze personnalités qui ont, à un moment ou un autre, adhéré aux idées d'Hitler. Provenant d'horizons différents mais tous réunis par leur haine des Juifs, ils ont chacun à leur manière soutenu la cause du Führer. Arnaud de la Croix mène une enquête fouillée, en s'appuyant sur divers documents et témoignages pour étayer son ouvrage.

- **QualHisto (Unité 5) : *La montée des totalitarismes, l'Allemagne Nazie*, Centre d'Autoformation et de formation continuée, Fédération Wallonie-Bruxelles, 2017, 8€**

Cet outil pédagogique proposé par le CAF, va aider les professeurs de l'enseignement secondaire à construire leurs séquences d'apprentissage. Tout en proposant la mise en activité des élèves, l'enquête propose des phases pédagogiques destinées à acquérir des prérequis (pour la réalisation d'une tâche) et des savoirs (pour construire des concepts). Le dossier documentaire permet d'élargir ses connaissances tandis que le livre du professeur donne des pistes pour construire un cours.

- **Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, *L'entraide : l'autre loi de la jungle*, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2017, 22€**

L'analyse des deux chercheurs tend à prouver que les organismes qui survivent le mieux aux conditions difficiles ne sont pas les plus forts, mais ceux qui s'entraident le plus. Cette citation de Victor Hugo : « Rien n'est solitaire, tout est solidaire », résume bien ce livre qui démonte avec brio le mythe d'un monde construit sur le principe de la seule compétition. Si vous pensez que l'égoïsme est naturel, vous y découvrirez qu'au contraire, c'est l'entraide qui fait partie des instincts humains, et qu'elle est là depuis la nuit des temps. De quoi réapprendre à croire en celle-ci !

- **Sonia Le Gouriellec, *Notre monde est-il plus dangereux ?*, Armand Colin, coll. « Idées claires », 2017, 12,90€**

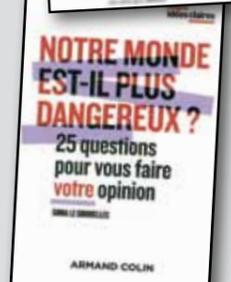
Ce livre est une invitation à la réflexion. De nos jours, beaucoup de questions se posent : le terrorisme, la menace nord-coréenne, l'implication militaire de la Russie en Syrie, la diplomatie française et américaine, celle de Taïwan, les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran ou encore le complotisme. Autant de sujets que veulent nous permettre d'éclaircir les auteurs. « Il y a quelque chose de pire que d'avoir une mauvaise pensée. C'est d'avoir une pensée toute faite ». Illustrant cette phrase de Charles Péguy, cet ouvrage collectif brise les idées reçues. Il nous donne bon nombre de pistes de réflexion sur ces sujets d'actualité qui nous interpellent.

- **Martin Barzilai, *Refuzniks : dire non à l'armée d'Israël*, Libertalia, 2017, 20€**

« S'ils refusaient de commettre des meurtres, ce n'est pas tant qu'ils tenaient à suivre le commandement : "Tu ne tueras point", mais c'est qu'ils n'étaient pas disposés à vivre avec un assassin : leur propre personne. » Introduisant son livre avec cette citation de Hannah Arendt, le jeune photographe Martin Barzilai dresse les portraits des Refuzniks, ces jeunes israéliens refusant le service militaire. À travers eux, il propose une autre vision de la société israélienne.

- **Axel Ruhomaully, Franck Depaïfve, Isabelle Dalimier et Emilie Aires (dir.), *Bread & Roses : une autre histoire des affiches syndicales*, Meta-Morphosis, 2017, 49€**

Célèbre poème de James Oppenheim mais également slogan repris par des travailleuses de Lawrence aux États-Unis lors de la grève de 1912, Bread & Roses symbolise les droits du travail et des meilleures conditions de vie. Retraçant l'histoire dense du syndicat et de la mu-



tuelle socialiste (FGTB et Solidaris), l'ouvrage laisse également libre court à la créativité de quarante artistes qui ont imaginé à quoi ressembleraient les affiches syndicales dans vingt ans.

- **Aziz Saïdi, *D'une exposition à l'autre : regards croisés*, Centre d'action laïque de la Province de Liège, 2017**

« Aujourd'hui, dans un contexte de crise, les artistes ont-ils un rôle à jouer ? » questionne Aziz Saïdi, président de l'asbl liégeoise Algèbre. Pour tenter de répondre à cette interrogation, l'association a invité des artistes liégeois à venir réagir à l'exposition du Centre d'Action laïque de la Province de Liège « En Lutte. Histoires d'émancipation », qui retrace l'histoire des luttes sociales et des combats « pour une société plus juste et solidaire ». Cette démarche a débouché sur l'exposition de peintures et de sculptures, « D'une exposition à l'autre : regards croisés » présentée à la Cité Miroir et aux Grignoux. Le présent ouvrage en est le catalogue.



- **Angela Davis, *Blues et féminisme noir : Gertrude « Ma » Rainey, Bessie Smith et Billie Holiday*, Libertalia, 2017, 20€**

C'est l'histoire de deux blueswomen quelque peu oubliées : Gertrude « Ma » Rainey et Bessie Smith, rock stars féministes de leur époque, noires, bisexuelles, fêtardes, indépendantes et bagarreuses. Au travers du contexte historique, social et politique des années 1920 aux années 1940, l'auteure nous ouvre au blues : musique d'émancipation des Noirs et plus encore des femmes. Dans son analyse, Davis passe constamment du contexte social aux textes et aux chansons pour nous faire sentir les subtilités, l'ironie et finalement la force qui ressort de cette musique. Le lecteur pourra s'en imprégner grâce au CD qui accompagne le livre !



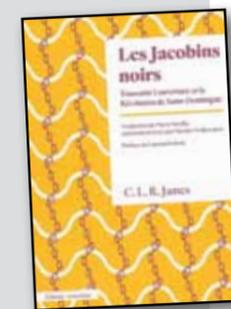
- **Jean-Michel Lafleur et Abdeslam Marfouk, *Pourquoi l'immigration ? : 21 questions que se posent les Belges sur les migrations internationales au XXI^e siècle*, Academia, coll. « Carrefours », 2017, 14€**

C'est fini d'animer le débat avec des « à peu près » et des clichés. Ce livre sans tabous va vous donner des arguments solides et des chiffres concrets pour parler de l'immigration. En effet, cette thématique fait peur et provoquent bien souvent des débats animés. Pourtant, beaucoup de Belges aimeraient être plus informés sur ce sujet sensible. Dans ces pages, 21 questions que tout le monde pourrait se poser et 21 réponses scientifiques ! L'ouvrage, aussi disponible gratuitement sur internet, aspire à contribuer à cette entreprise de conscientisation, d'explication et... d'humanisation !



- **C.L.R. James, *Les Jacobins noirs : Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue*, Éditions Amsterdam, 2017, 20€**

Cet ouvrage si prenant nous plonge au cœur de la révolution dominicaine et de la guerre d'indépendance qui conduisit à la Constitution de l'État d'Haïti. Portée par les esclaves de Saint-Domingue, la révolte débute à la fin du XVI^e siècle et durera douze longues années. Ce livre combine narration implacable, analyse politique et réflexion philosophique. Édité bon nombre de fois, le texte évolue en même temps que les lecteurs, en prenant en compte les changements de vision historique. Il ne raconte pas uniquement l'histoire de la révolution de Saint-Domingue, mais traite également des révolutions en général.

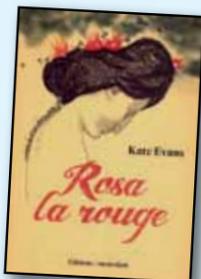


Quelques recensions supplémentaires d'ouvrages de la BGO...

par Julie Ricard

- **Kate Evans, *Rosa la rouge*, Éditions Amsterdam, 2017**

Rosa la rouge est une véritable plongée, en bande-dessinée, dans l'histoire souvent méconnue de Rosa Luxembourg, l'une des grandes figures politiques du XX^e siècle. En retraçant les grandes étapes de la vie et du parcours intellectuel de Rosa Luxembourg, Kate Evans nous donne également à voir la réalité d'une époque marquée par la guerre et l'essor du communisme et de l'internationalisme. Une bande-dessinée intelligente, sensible et richement référencée (sources photographiques, nombreuses citations et ressources en fin d'ouvrage).



- **Aurélien Ducoudray et François Ravard, *Clichés de Bosnie (Bosanska slika)*, Futuropolis, 2013**

De 1992 à 1995, la Bosnie-Herzégovine a été le théâtre d'une guerre causant la mort de plus de cent mille personnes et le déplacement de plus de deux millions d'autres. En 2002, Aurélien Ducoudray, photographe pour un quotidien régional français, s'y rend dans le cadre d'un convoi humanitaire. De ce voyage, il rapportera quelques clichés et un récit personnel, illustré par François Ravard. Ce roman graphique mêle à la fois la narration des péripéties parfois burlesques de ce groupe de volontaires et celle de



leurs rencontres avec celles et ceux qui, sur place, doivent « survivre à la paix » après avoir survécu à la guerre. Un récit à hauteur d'homme et de femme qui donne à voir autrement, et sans volonté de tout dire, un instantané de ce pays dix ans après la guerre. Plusieurs photos d'Aurélien Ducoudray et croquis de François Ravard sont repris à la fin de l'ouvrage.

- **Josselin Bordat et Laura Acquaviva, *Marion Maréchal-Le Pen. Papy, Tatine et moi. Le faux carnet secret de Marion Maréchal-Le Pen*, Flammarion, 2017**

« 16 novembre 2022. Félicitations ! Vous venez de vous marier, et depuis l'abrogation de la loi Taubira, l'État français à l'honneur d'adresser à chaque époux cet exemplaire des mémoires officiels de Notre Présidente (gratuite et obligatoire en application du décret n°88-256 du 28 juin 2022). Bonne lecture © Marion M. Le Pen ». Vrai pastiche foutraque partant dans tous les sens, ce « faux carnet secret de Marion Maréchal-Le Pen » (à la tête du « Rassemblement Bleu Marion ») joue sur les codes du journal intime adolescent(e) (sur le fond comme sur la forme) et compile en usant de tous les ressorts du genre les pensées supposées et ultra-décomplexées de l'ancienne élue FN. Un bouquin d'humour qui se veut aussi, à son niveau, « un bouquin d'intervention politique (...) [où se dit] tout haut ce que le parti pense tout bas » (Josselin Bordat).



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Anarchisme

Dès qu'il est question d'anarchisme surgissent, dans l'imaginaire collectif, les noms de Ravachol, Bonnie and Clyde et autres auteurs d'attaques à main armée et d'attentats sanglants, voire de casseurs sans foi ni loi. Au mieux, ce sont les figures de chanteurs-poètes à la fibre libertaire qui viennent à l'esprit, Georges Brassens et Léo Ferré en premier lieu, le second ayant, comme personne, défini l'idéal anarchiste par une formule percutante : « Le désordre, c'est l'ordre moins le pouvoir. »

Du coup, les théoriciens que furent en leur temps Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine, Pierre Kropotkine et Élisée Reclus – pour ne citer que quelques « grandes pointures » – ont tendance à être oubliés, sinon relégués dans les poubelles de l'Histoire. Sans parler de militants tels que Louis Lecoin et Errico Malatesta dont le souvenir est resté dans une petite minorité de mémoires, Louise Michel échappant par bonheur au déplorable travail d'amnésie.

C'est que, au terme des confrontations idéologiques qu'a connues le mouvement ouvrier au XIXe siècle, la pensée de Karl Marx l'a emporté, du moins face aux socialismes dits « utopiques » et aux tenants de l'anarchisme opposés à l'existence de l'État. Le résultat est connu : ce fut Octobre 1917 et donc la victoire des bolcheviks en Russie. Mais rien ne prouve que, dans la forme qu'y a pris le « socialisme réel », l'auteur (avec Friedrich Engels) du Manifeste du parti communiste y ait trouvé son compte. Il n'est pas rare en effet, en politique comme ailleurs, qu'un projet d'émancipation se fracasse contre le principe de réalité, surtout quand la bureaucratie envahissante ou un dogmatisme stérilisant tendent à y paralyser toute initiative.

Quels messages ont-ils laissé à la postérité les Communards français de 1871, les membres des conseils ouvriers allemands de 1919, les marins russes de Cronstadt de 1921, les Italiens Sacco et Vanzetti de 1927 aux États-Unis, les Républicains espagnols de la CNT (Confédération nationale du travail) de 1936 et, enfin, les anarcho-syndicalistes de toujours ? Celui-ci, avant tout : que la vigilance à l'égard des pouvoirs doit plus que jamais nourrir l'esprit de résistance. Et celui-là, lié au premier : que l'anarchie, increvable à sa façon, doit continuer à lever son étendard contre tout autoritarisme, fût-il insidieux.

En quoi, dira-t-on, ce romantisme révolutionnaire et ces emballements naïfs ont-ils encore cours ? Nous sommes en démocratie, que diable ! On nous l'a assez répété. Ils ont été élus par les citoyens, ceux qui nous gouvernent. Sauf qu'en dépit de leurs bonnes intentions, à géométrie variable certes, leurs décisions sont tellement subordonnées à l'omnipotence des marchés que les inégalités mondiales s'intensifient inexorablement au gré de la libération des échanges. Est-ce faire preuve de subversion anarchisante que de le constater ?

Au niveau quotidien aussi, la liberté d'action et d'expression de tout un chacun tend à se rétrécir, n'en déplaise aux discours lénifiants. Il n'y a pas que le « politiquement correct » et la « pensée unique » qui sont en cause ici. Il suffit d'ouvrir les yeux – à condition de le vouloir... – sur les conséquences induites non seulement par les risques du terrorisme mais aussi par la numérisation grandissante de nos existences : les voilà en passe d'être cadennassées par le technicisme triomphant, avec l'ordinateur en guise de Commandeur suprême. Même nos déplacements les plus ordinaires commencent à être soumis à des balises. Alors, pour que la vie, avec ses imprévus et sa spontanéité, garde tout son sel, rien de tel que de garder en réserve quelques « graines d'ananas »... ••

« Brouillard en août »

Par Jean-Louis Rouhart

Parmi les réalisations qui ont du mal à trouver une distribution en France et en Belgique, on peut citer le film du metteur en scène allemand Kai Wessel « Brouillard en août » (*Nebel im August*), sorti en 2016 et qui mériterait d'être mieux connu.

Le film illustre en effet un des aspects pervers du national-socialisme, à savoir la politique d'eugénisme pratiquée dans les établissements hospitaliers du Reich. On considère que 70.000 adultes et 5.000 enfants, classés comme étant « indignes de vivre », furent les victimes de la politique d'euthanasie pratiquée par les dirigeants nazis.

Le personnage principal du film, un garçon de 13 ans, interné dans un établissement psychiatrique en tant que « Yéniche »¹, soi-disant « difficilement éduicable », découvre rapidement de quelle manière les malades de son institut sont éliminés, tente en vain de s'enfuir et est finalement assassiné par une infirmière qui lui administre en souriant une dose mortelle.

Sont insérés dans le film des épisodes qui apportent des moments d'humanité, par exemple l'amitié entre le garçon et une autre patiente de l'institut, ainsi que le sauvetage d'une petite fille ayant déjà été désignée pour recevoir l'injection mortelle. Le film convainc par son approche sobre et pleine de retenue et parvient à rendre cette réalité historique, sinon tout à fait compréhensible, du moins visible.

Le film a été tourné d'après un roman, qui lui-même repose sur des faits authentiques. L'infirmière, qui œuvrait dans l'institution en tant que spécialiste de ces meurtres commis en toute discrétion, fut condamnée après la guerre à quatre ans d'emprisonnement, mais elle ne purgea que le quart de sa peine. Quant au directeur de l'institut qui avait développé le concept « progressiste » de l'« assistance ouverte », il fut l'un des défenseurs les plus éminents de l'Aktion T4 (programme d'euthanasie) pour les personnes handicapées. Sous sa direction fut développée également la notion de « nourriture de pri-



vation », qui consistait en un potage de légumes qui perdait sa valeur nutritive au fur et à mesure qu'on la réchauffait. Les patients mouraient en peu de temps des suites d'une insuffisance alimentaire. Le directeur en question fut condamné à une peine de réclusion de trois ans, mais n'exécuta jamais sa peine.²

¹ Les Yéniches sont des personnes appartenant à un groupe ethnique semi-nomade d'Europe. Ils ont leur propre langue. Du fait de leur vie nomade, ils sont souvent assimilés aux Roms.

² D'après un article de Gabriele Prein paru dans la revue *Informationen. Wissenschaftliche Zeitschrift des Studienkreises Deutscher Widerstand, 1933-1945*, n° 84, nov. 2016, n° 2, p. 35-36.

Quand dérape le banal...

Par Jean-Paul Bonjean

En fait, les deux choses sont aussi détestables l'une que l'autre : le racisme et le totalitarisme. Ce sont précisément ces deux choses que l'auteur du livre *Les peaux rouges*, Emmanuel Brault, confronte dans un duel qui met en question le politiquement correct.

Amédée Gourd (quel nom!) est raciste, sans doute d'un racisme ordinaire gentiment nourri dès l'enfance dans le giron familial. Amédée Gourd adore sa grand-mère dont il s'occupe avec une exclusivité qui frise la fuite en avant. Amédée Gourd court après la tranquillité mais, malheureusement pour lui, il bouscule une « rougeaude », dans le vif de l'action l'insulte et ne comprend plus ce qui lui arrive par la suite.

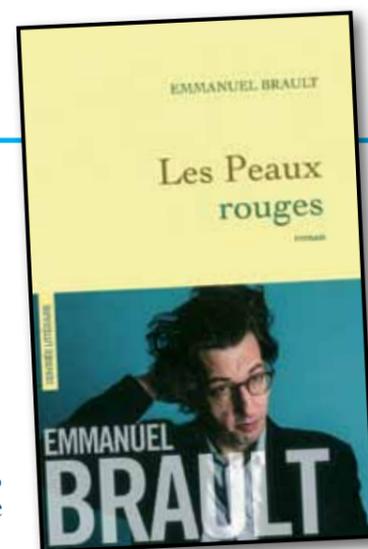
En effet, la société protège les « rougeaude » ; la société condamne fermement toute forme de discrimination à leur égard ; la société ne supporte pas qu'on s'écarte de cette ligne. La société a aussi mis tout en œuvre pour rééduquer les racistes : prison, aumônerie, suivi psychologique, centre spécialisé. La société ne se pose même plus de questions sur le

bien-fondé de sa politique. Elle agit comme par automatisme et ne laisse plus de place à la différence quand bien même celle-ci serait le racisme.

Le duel est donc celui de deux monstres, tels Charybde et Scylla, dont l'issue ne peut être que décevante. Que le système l'emporte sur les manies quotidiennes des hommes ne suffit certainement pas à nous rassurer!

« J'aurais fait mon sourire de faux cul et tout serait rentré dans l'ordre ». Et comme l'histoire donne toujours raison aux vainqueurs, ça rend les choses assez grinçantes dans ce cas-ci...

Emmanuel BRAULT, *Les peaux rouges*, Grasset, 2017.



La troisième voie phalangiste

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Le débat sur l'autonomie de la Catalogne a montré que l'Espagne était toujours marquée par la période du Franquisme¹. Si nous avons déjà évoqué celui-ci, nous nous penchons dans cette chronique sur un mouvement original, dont la brièveté permettra une certaine mythification commencée alors même que la guerre civile n'est pas terminée.

Une maison d'édition d'extrême droite

Ars Magna est une maison d'édition fondée à Nantes en 1996 dont le catalogue est centré « sur l'histoire des mouvements d'orientation nationaliste-révolutionnaire et traditionaliste, sur la géopolitique et sur la traduction de textes idéologiques rares inédits » et qui se positionne dans une ligne eurasiennne dénonçant les petits nationalismes. On retrouve dans son catalogue une collection consacrée exclusivement à l'œuvre de Julius Evola², une autre aux écrits du mouvement monarchiste ainsi qu'une consacrée à l'ésotérisme intitulée « Sonnenwende »³. On notera également une collection « Les Ultras », dans laquelle on retrouve plusieurs écrits de Pierre Drieu La Rochelle⁴, qui « dans le monde gris du politiquement correct [où] les idées fortes ne sont plus de mise et les auteurs qui en professent sont bannis des maisons d'édition [donne] une tribune à ceux qui estiment que seules valent les idées radicales, celles pour lesquelles on engage toute une vie et pour lesquelles on risque la mort ». Enfin terminons cette présentation par la collection « Devoir de mémoire » qui, après avoir récupéré une citation de l'historien de gauche américain Howard Zinn, précise qu'elle a pour objectif d'écrire « sans aucun tabou, (...) la véritable histoire de courants politiques souvent oubliés, parfois occultés et toujours dénigrés et ainsi de contribuer à une meilleure compréhension du passé, du présent et de l'avenir ». Comme nous l'avons déjà rencontré et analysé, derrière cette absence de tabous et cette volonté de sortir du politiquement correct il n'y a en réalité qu'une réhabilitation des idées d'extrême droite. Une analyse du catalogue de cette maison d'édition étant à nouveau très illustrative.

La phalange, forme fasciste de l'extrême droite espagnole

C'est à partir de deux brochures parues dans la collection « Les documents » que nous analyserons l'idéologie prônée par la Phalange. Celle-ci, dans sa forme indépendante avec un trajet original et une certaine influence politique, dure de 1934 à 1937. Soit de la fusion entre les « Juntas de ofensiva nacional-Sindicalista » (JONS, fondée en octobre 1931) et la « Falange española » (FE, fondée en octobre 1933) pour donner naissance à la « Falange española de juntas de ofensiva nacional-sindicalista » en février 1934 jusqu'à la décision par Franco, en avril 1937, de créer la « Falange española tradicionalista y de las JONS » qui regroupait également les partisans de la monarchie espagnole neutralisant ainsi les deux tendances centrifuges. Comme souvent dans les mouvements d'extrême droite, la Phalange est l'œuvre d'un seul homme : José Antonio Primo De Rivera, fondateur de la FE et nommé Jefe (chef) dès octobre 1934, et ce jusqu'à son exécution le 20 novembre 1936, de la structure unifiée.

C'est sur le modèle du fascisme italien⁵ que Primo De Rivera développe son mouvement. Uniforme, salut fasciste, obéissance totale et aveugle au chef... mais aussi confrontation physique contre les adversaires politiques dans une posture décrite comme une nécessaire autodéfense. Il en reprend également les aspects de vitalité : « Notre mouvement ne serait pas entièrement compris si l'on croyait qu'il n'est seulement qu'une façon de penser ; ce n'est pas une manière de penser, mais une façon de vivre (...) nous devons adopter dans toutes les manifestations de notre existence, dans chacun de nos gestes, une attitude profondément et entièrement humaine. Cette attitude, c'est l'esprit de sacrifice et de service, le sentiment spirituel et militaire de la vie »⁶. Contrairement à de nombreux autres leaders fascistes, De Rivera ne vient pas de la gauche. Il est



José Antonio Primo de Rivera (1934)

le fils de Miguel Primo de Rivera, marquis de Estella, « pacificateur du Riff, mais encore l'homme politique, dictateur paternel, à qui son pays est redevable de sept années de paix dans le travail et la postérité. À ce grand patricien, enfin, le destin avait donné un fils d'une valeur remarquable dans tous les sens du mot et supérieurement doué⁷ ». Son portrait est, forcément, celui d'un homme jeune et vigoureux sacrifiant sa propre vie au service d'une cause supérieure : « Ceux qui l'ont connu garderont toujours dans leur cœur sa belle figure à la noble prestance. Le nez droit, les sourcils bien arqués, de grands yeux au regard profond et compréhensif, le front large, de son être entier émanait une « aura » irrésistible pour celui à qui il adressait sa parole nerveuse. Je revois encore sa silhouette romaine et dominatrice qui se détache comme d'un haut relief de l'époque impériale⁸ ».

Une troisième voie... de droite

S'il se présente comme incarnant une troisième voie qui rejette le clivage gauche-droite, dans le discours comme dans les faits la Phalange est surtout antimarxiste : « la pensée sociale de la Phalange reste antimarxiste et dirigée contre la forme matérialiste du socialisme⁹ ». Elle rejoint donc rapidement le camp franquiste dès le début du coup d'État malgré une volonté de départ de rester indépendante. Au niveau de la composition de ses membres et s'il y a insistance dans le discours sur l'hétérogénéité, la réalité montre un phénomène lié à une radicalisation de la jeunesse issue de la classe moyenne¹⁰ ».

Les aspects révolutionnaires du discours de la Phalange, qui dénonce l'esclavage économique que subissent les ouvriers sous les excès du libéralisme¹¹, effrayaient la droite traditionnelle. Ils seront gommés par Franco dès après la mort de Primo De Rivera. Ainsi de la conception du rôle des syndicats pour un mouvement qui se proclame « national-sindicaliste » : « José Antonio conçoit donc les « syndicats socialisés » comme des organismes collaborant et servant de base à l'évolution économique et sociale de l'État et non pas comme des représentants fictifs servant à l'oppression et à la mise au pas des travailleurs. Considérés comme représentants dynamiques de la vie du travail, ils deviennent, dans le système franquiste, de simples syndicats de façade et des institutions contrôlées et à la merci de l'État, ne pouvant pas mettre en cause la prédominance du capital¹² ». Il en sera de même de la nationalisation ou de la volonté de réforme agraire présentes dans la doctrine phalangiste : « Ainsi la requête phalangiste visant à une réforme agraire fut totalement ignorée et une grande partie des terres confisquées aux gros pro-

priétaires des latifundias leur fut restituée par le Généralissimo¹³ ».

Primo de Rivera, malgré les quelques aspects « révolutionnaires » qui seront vite évacués par Franco, reprenait les thèmes classiques que nous rencontrons dans cette chronique comme le rejet de la démocratie, intégrant l'interdiction des partis et l'établissement d'un État totalitaire, et l'antimarxisme au profit de la patrie : « Ce mouvement présent n'est pas un parti, mais plutôt un anti-parti, un mouvement, nous le proclamons, qui n'est ni de droite, ni de gauche (...) la Patrie est un tout comprenant tous les individus de quelque classe que ce soit. La patrie est une synthèse transcendante, une synthèse indissoluble devant atteindre des buts qui lui sont propres¹⁴ ». Dit autrement : « La patrie n'est pas une surface territoriale anonyme, mais une unité historique au-dessus des classes et des partis¹⁵ ». Cette transcendance de la patrie, si elle explique le rejet de la lutte des classes, entraîne également un discours opposé à des formes d'autonomies régionales. Ainsi le programme de la Phalange énonce dès son point 2 que « tout séparatisme est un crime que nous ne pardonnerons pas » tandis que le point 3 réclame pour l'Espagne un rôle clef non seulement en Europe mais dans le monde avec une volonté de renouer avec le passé impérialiste et notamment d'être l'axe central du monde hispanique¹⁶. Primo De Rivera donne à sa vision nationaliste une dimension supratornelle : « Elle met en fait que l'Occident est un, et que cette unité trouve son expression dans l'Empire comme sous Charlemagne ou Charles-Quint (...) L'empire s'oppose au morcellement de la Chrétienté provoquée par la Réforme et exalté par la Révolution (...) L'occident n'est pas seulement unité de culture, mais aussi tend à revenir unité politique jadis réalisée (...) est à nouveau la planche de salut pour les hommes de la nouvelle génération s'ils ne veulent pas être submergés par les internationales de toutes sortes¹⁷ ». Ettore Vernier insiste par ailleurs dans son historique de la Phalange pour montrer que face aux Brigades internationales existeront dans le camp nationaliste également « des volontaires nationaux-révolutionnaires de nombreux pays européens [qui] viennent en aide au camp anticommuniste (...) Ainsi, des mouvements nationalistes de différents pays européens ont prouvé qu'ils étaient capables de se détacher d'une idéologie, jusqu'ici uniquement dirigée vers leur propre pays et sa grandeur, pour se mettre, avec les forces d'autres nations, au service d'un but supranational¹⁸ ».

Une nouvelle fois, nous constatons avec la Phalange que si différents courants existent au sein de l'extrême droite, ils se rejoignent sur l'essentiel.

1 Voir « L'idéologie derrière la carte postale » in *Aide-mémoire* n°62 d'octobre-décembre 2012 et « Le journalisme d'investigation n'est pas neutre » in *Aide-mémoire* n°74 d'octobre-décembre 2015.

2 Voir « Le Fascisme est de droite » in *Aide-mémoire* n°47 de janvier-mars 2009 et « La révolution conservatrice » in *Aide-mémoire* n°48 d'avril-juin 2009.

3 Soit « Solstice », mais aussi le nom d'une des dernières grandes offensives allemandes sur le Front de l'Est.

4 Voir « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°31 de janvier-mars 2005.

5 Sur celui-ci voir « L'ascension fulgurante d'un mouvement » in *Aide-mémoire* n°28 d'avril-juin 2004.

6 *La Phalange espagnole*, coll. Les Documents, Ars Magna éditions, Nantes, 2003, p.15.

7 *Idem*, p.1.

8 *Idem*, p.6.

9 VERNIER, Ettore, *La phalange. Problématique d'une troisième voie*, coll. Les Documents, Ars Magna éditions, Nantes, 2004, p.16.

10 *Idem*, p.11.

11 Voir notre précédente chronique « Antimarxisme et antidémocratie, bref d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°82 d'octobre-décembre 2017.

12 VERNIER, Ettore, *op.cit.*, p.17.

13 *Idem*, p.23.

14 *La Phalange espagnole, op.cit.*, p.13.

15 VERNIER, Ettore, *op.cit.*, p.7.

16 *La Phalange espagnole, op.cit.*, pp.17-18.

17 *Idem*, p.4. Sur ces aspects, voir « Le nationalisme européen de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°35 de janvier-mars 2006 et « Le bilan du nationalisme » in *Aide-mémoire* n°39 de janvier-mars 2007.

18 VERNIER, Ettore, *op.cit.*, pp.21-22.



page onze



Wallonie



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



Province de HAINAUT



PARLEMENT DE WALLONIE



Province de Liège



Liège



PROVINCE de NAMUR



La Jeune Province



La Mutualité Socialiste



P&V



Solidaris mutualité



FGTB Liège - Huy - Waremme



aide



Intradel



l'intercommunale du service de votre eau



ethias



CALg Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl

LA PREMIÈRE

SOYEZ CURIEUX



Le réseau « Territoire de Mémoire »

Les villes ou les communes

Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhé, Ans, Anthisnes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaumont, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farciennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Horton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernux, Limbourg, Lincet, Lobbès, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvrois, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sily, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tintlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir

Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le mot du Président

Par Jérôme Jamin

Il est délicat de souhaiter la bonne année dans un contexte global particulièrement sinistre et peu rassurant ! L'ambiance internationale est tellement mauvaise que même le retour de l'extrême droite en Autriche apparaît comme un événement anodin et presque banal. Cela ne veut pas dire qu'il faut être pessimiste et qu'il n'y a rien à faire, cela signifie qu'il faut à nouveau se remettre au travail et être vigilant vis-à-vis de phénomènes politiques nombreux qui entrent en contradiction avec nos fondamentaux.

Le plus inquiétant reste l'évolution de la Turquie ! Ce grand pays incontournable qu'on pensait doté d'institutions solides est en train de verser dans l'autoritarisme et la répression de toutes les voix discordantes. C'est grave pour les Turcs ! Et c'est terrible pour les pays membres de l'Union européenne qui ont sous-traité à la Turquie la gestion de certains flux migratoires et de certaines demandes d'asile. Comment voulez-vous défendre les droits fondamentaux si vous mandatez (contre rémunération) un État autoritaire pour la gestion du destin des plus faibles, des plus fragiles, des gens que nous devons impérativement aider ? Si on ajoute l'intimidation des Turcs et des Belges d'origine turque sur notre propre territoire par les agents du président Erdogan, il n'y a aucune raison d'être optimiste en 2018 !

L'évolution de la Russie n'est pas plus rassurante mais pour d'autres raisons ! Le maître du Kremlin rayonne ! Séduit ! Persuadé ! Il devient le chef de file des conservateurs en Europe dans une Russie transcontinentale qui se pense sur l'Europe et l'Asie et qui prend sa revanche depuis la misère et le chaos des années Eltsine. Le combat de Vladimir Poutine ne passera pas par les chars, il est idéologique, et il vise une Europe divisée, jugée décadente par les partis conservateurs et l'extrême droite sur lesquels il exerce une fascination.

Si Donald Trump n'équilibre pas le ciel noir qui va traverser 2018, et s'il est parvenu à discréditer tout ce qui est intellectuel (journalistes, analystes, commentateurs, chercheurs, universitaires, etc.), les institutions de Washington semblent résister à ce jour, notamment la Justice grâce à une architecture de poids et de contrepoids qui neutralise efficacement la concentration du pouvoir depuis la naissance de l'État fédéral à la fin du XVIII^e siècle (affaire à suivre...).



Tout ce qui précède a été possible grâce aux réseaux sociaux et singulièrement grâce à Facebook ! Cet outil longtemps associé à la liberté et à l'émancipation sert aujourd'hui à traquer et à intimider les opposants à Erdogan ou à Poutine, il permet de créer la confusion dans le débat public grâce à des armées de faux profils chargés de diffuser des fausses informations, il offre à Donald Trump la possibilité de s'adresser directement au « peuple » sans intermédiaire, sans contre-pouvoir, sans filtre, sans rien ! Dans son lit avec Tweeter !

Le ciel sombre de 2017 et de 2018 exige à nouveau, comme par le passé, de se mettre en ordre de bataille pour défendre en Belgique (et un peu ailleurs) les valeurs qui fondent Les Territoires de la Mémoire. À l'approche de nos 25 ans, nous avons vu plusieurs fois le ciel s'assombrir et on peut dès lors vous souhaiter la bonne année en toute confiance ! ●●



page douze

Portez la Mémoire et construisez l'avenir

Devenez membre

et profitez entre-autres des avantages suivants :

- ▼ La revue Aide-Mémoire à votre domicile
- ▼ L'entrée gratuite à l'exposition Plus jamais ça !
- ▼ Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir

Versez 10 € (5 € pour étudiant) sur le compte BE14 0682 4315 5583
Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs.

• ISSN 1377-7831